



Conseil d'administration
Séance du 16 mai 2022

ACTE ADMINISTRATIF Acte 30/2022	QUESTIONS FINANCIERES Frais de mission
------------------------------------	-------------------------------------------

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat

Vu l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat

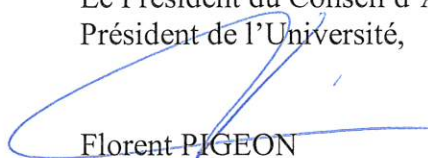
Vu les articles L712-1 à L712-6 modifiés du code de l'éducation
Vu l'article L719-7 du code de l'éducation

Vu la délibération du Conseil d'administration du 14 mars 2022

Le Conseil d'administration adopte la modification de la note relative aux frais de mission.

Document annexé.

A Saint Etienne le 17 mai 2022
Le Président du Conseil d'Administration,
Président de l'Université,



Florent PIGEON

POUR : 27	CONTRE : 0	ABST : 0
-----------	------------	----------

Conseil d'Administration du 16 mai 2022 > Note De Frais de Déplacements

Mise à jour dans la page 17 : Indemnités kilométriques, conformément à l'Arrêté du 14 mars 2022
(Entré en vigueur le 1er janvier 2022)

Récapitulatif dans le tableau ci-dessous avec, pour info, les derniers taux (barrés) déterminés dans l'Arrêté du 26 février 2019

Catégories (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 Km (en euros)	de 2 001 à 10 000 Km (en euros)	Au-delà de 10 000 Km (en euros)
Véhicules :			
de 5 CV et moins	0,29 0,32	0,36 0,40	0,21 0,23
de 6 et 7 CV	0,37 0,41	0,46 0,51	0,27 0,30
de 8 CV et plus	0,41 0,45	0,50 0,55	0,29 0,32

Les taux des indemnités kilométriques susceptibles d'être allouées à l'agent utilisant, pour les besoins du service, une motocyclette, un vélomoteur, une bicyclette à moteur auxiliaire ou une voiturette lui appartenant sont fixés comme suit :

- Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm³) : ~~0,14~~ € 0,15 €
- Vélomoteur et autre véhicule à moteur : ~~0,11~~ € 0,12 €

Documents joints :

La Note de frais UJM et l'arrêté du 14 mars 2022

*(La mise à jour a été livrée le 07/04 et installée dans le Système d'Information SIFAC le 12/04.
+ Communication à l'ensemble des utilisateurs)*

Ghania ALLEM

DSF

Responsable Cellule Ingénierie Financière et Contrôle Interne Financier

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES

Arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat

NOR : TFPF2206232A

Le ministre des outre-mer, la ministre de la transformation et de la fonction publiques et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé est ainsi modifié :

1° Le tableau indiqué au *a* de l'article 1^{er} est remplacé par le tableau ci-dessous :

LIEU OÙ S'EFFECTUE LE DEPLACEMENT	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 10 000 KM	APRÈS 10 000 KM
Véhicule de 5 CV et moins			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,32	0,40	0,23
Polynésie française (en F CFP)	52,05	62,46	37,15
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	52,05	62,46	37,15
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	55,01	93,82	38,69
Véhicule de 6 CV et 7 CV			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,41	0,51	0,30
Polynésie française (en F CFP)	56,42	68,38	40,10
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	56,42	68,38	40,10
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	56,42	72,88	43,05
Véhicule de 8 CV et plus			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,45	0,55	0,32
Polynésie française (en F CFP)	61,05	72,88	43,05
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	61,05	72,88	43,05
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	64,01	75,83	44,73

2° Le tableau indiqué à l'article 2 est remplacé par le tableau ci-dessous :

LIEU OÙ S'EFFECTUE LE DEPLACEMENT	MOTOCYLETTE (cylindrée supérieure à 125 cm ³)	VELOMOTEUR et autres véhicules à moteur
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,15	0,12
Polynésie française (en F CFP)	26,09	15,68
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	26,09	15,68
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	27,50	16,46

Art. 2. – Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Fait le 14 mars 2022.

*La ministre de la transformation
et de la fonction publiques,
Pour la ministre et par délégation :
La sous-directrice de l'encadrement,
des statuts et des rémunérations,
M.-H. PERRIN*

*Le ministre des outre-mer,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale des outre-mer,
S. BROCAS*

*Le ministre délégué
auprès du ministre de l'économie, des finances
et de la relance, chargé des comptes publics,
Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur
chargé de la 2^e sous-direction
de la direction du budget,
B. LAROCHE DE ROUSSANE*



Conseil d'administration
Séance du 16 mai 2022

ACTE ADMINISTRATIF Acte 31/2022	QUESTIONS FINANCIERES Convention UJM et association
------------------------------------	--------------------------------------------------------

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000)

Vu l'article L. 712-3 du code de l'éducation

Vu l'article L719-7 du code de l'éducation

Le Conseil d'administration approuve la convention signée entre le Président de l'UJM et l'association FATSE.

Document annexé.

A Saint Etienne le 17 mai 2022
Le Président du Conseil d'Administration,
Président de l'Université,


Florent PIGEON

POUR : 25

CONTRE : 0

ABST : 2

Convention FATSE

Année 2021/2022

L'objet de ce document est de lister de manière commune les actions et les moyens relatifs à ces actions sur lesquelles l'école et l'association des élèves s'engagent. En tant que fédération des associations étudiantes de l'école, la FATSE est l'interlocuteur unique de la direction de l'école.

MÉTHODE DE FONCTIONNEMENT

- **Contractualisation** sur les actions à mener au cours de l'année civile,
- **Points réguliers d'activité** entre le bureau de la FATSE (qui invite les personnes qui lui semblent adéquates) et la direction de l'école, notamment pour arrêter les dates importantes de la vie étudiante : remise des diplômes (gala), semaine campagne, élections, rentrée... ; le CROUS devra être associé au moins une fois par an pour évoquer les problématiques spécifiques de restauration sur le site.
- **Remise d'un rapport d'activités** annuel à la direction de l'école (rapport qualitatif et financier des actions menées) en octobre. Ce rapport détaillera en particulier :
 - la liste à jour des associations adhérentes et de leurs principaux clubs
 - le nombre d'adhérents à la fédération de manière globale et pour les associations adhérentes
 - le budget global de la fédération (budget réalisé et budget prévisionnel de l'année n+1, au-delà des subventions directes de l'école) agrégeant l'ensemble des associations adhérentes (le budget détaillé association par association est le bienvenu)
 - le budget de l'association associée INSPIRE et le nombre de contrats menés par INSPIRE est vivement souhaité
- **Prise en compte des délais** : toute demande de la part des étudiants dans le cadre de la vie étudiante notamment au niveau logistique doit être formulée dans un délai raisonnable : minimum 7 jours avant une réservation de salle, et minimum 14 jours avant un évènement, sous peine d'une fin de non-recevoir.
- **Communication** : la FATSE transmet à la direction de l'école les coordonnées des étudiants en responsabilité ; ceux-ci s'engagent à répondre dans un délai raisonnable aux sollicitations des services de l'école. De la même façon, les demandes transmises à la responsable des relations avec les associations, seront traitées au plus vite et recevront une réponse par mail. Une réunion mensuelle ou bimensuelle est organisée pour faciliter les échanges et remontées d'information.

ACTIONS

Les actions peuvent être sans limitation à caractère socio-culturel, sportif, festif, et concerner le soutien au fonctionnement de l'école ou des associations.

Elles peuvent être à l'initiative exclusive des associations ou incitées, voire demandées par la direction de l'école et ses services.

→ Les actions menées par la FATSE se feront évidemment dans le respect de l'intégrité physique et morale des élèves. L'école est vigilante sur l'éthique des actions mises en place. Un point particulier de compte rendu est attendu sur ce volet.

→ Les actions menées par la FATSE sont destinées à intégrer l'ensemble des étudiants de TSE ; une attention particulière est donc attendue sur l'intégration des apprentis, des étudiants des formations Infocom afin de perpétuer les valeurs de mixité et d'enrichissement mutuel qui sont celles de Télécom SE depuis sa création.

→ Ces actions ayant un fort impact sur l'ensemble de l'école, le calendrier des événements sera défini en amont entre la direction et les étudiants, avec préséance à la décision de la direction pour ce qui concerne les événements internes à TSE.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Une subvention de 25 000 € a été attribuée sur le budget 2022.

Cette subvention est destinée au fonctionnement global de la FATSE pour l'année 2022, et concourt au financement des actions précitées. Les montants affectés aux différents clubs et projets sont décidés au sein de la FATSE ; chaque club ou projet est tenu de rendre compte de son financement global auprès de l'association pour présentation du rapport d'activité de la FATSE auprès du conseil de gouvernance de l'école.

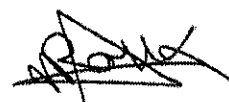
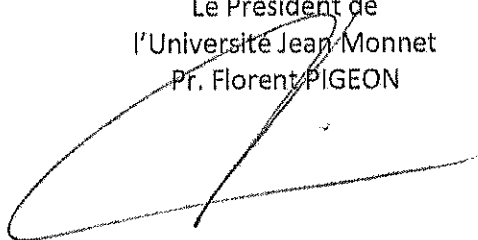
Pour mémoire, l'école apporte un soutien direct au fonctionnement au travers de mise à disposition de locaux et aménagement de locaux (foyer, bureaux FATSE, associations...) ; la FATSE est tenue responsable de la bonne utilisation de ces locaux dans le respect du règlement intérieur de TSE et de l'Université. Un point de vigilance particulier est requis sur les aspects hygiène et sécurité. Les associations bénéficient également de l'accès aux moyens de communication et de l'usage d'un photocopieur par l'attribution d'un code spécifique (utilisation limitée au fonctionnement courant des associations).
Le versement de cette subvention interviendra en mai 2022.

Fait à Saint-Etienne, le 28 mars 2022

Le Président de
l'Université Jean Monnet
Pr. Florent PIGEON

Le Directeur de TSE
Pr. Jacques FAYOLLE

Le président de la FATSE
Arthur ROUX





**Conseil d'administration
Séance du 16 mai 2022**

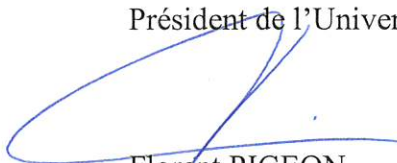
ACTE ADMINISTRATIF Acte 32/2022	QUESTIONS FINANCIERES Compte Financier 2021
------------------------------------	------------------------------------------------

Vu le Code de l'Education et notamment ses articles L.711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable,
Vu les statuts de l'Université Jean Monnet,
Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 14 mars 2022 relative à l'adoption du Compte Financier 2021,

Le Conseil d'Administration approuve le Compte Financier 2021 : tableau 9 corrigé

Document annexé.

A Saint Etienne le 17 mai 2022
Le Président du Conseil d'Administration,
Président de l'Université,



Florent PIGEON

POUR : 27	CONTRE : 0	ABST : 0
-----------	------------	----------

Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (réalisé) : PFICDE (CDE Code Education)

Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement							Crédits de paiement							Restes			
		AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	Prévisions conso AE N	Conso AE N	Restes à consommer AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Prévisions conso CP N	Conso CP N	Restes à consommer CP N	Restes à engager >= N (AE)	Restes à payer >= N sur AE consommées <= N (CP)
S900CSIANF CSI ANNINO	16 926 150,33	4 581 527,93	1 775 871,60	1 366 563,73	10 975 545,00	12 342 126,73	0,00	11 554 595,91	787 532,82	2 692 754,00	711 063,47	1 167 535,31	4 937 316,00	6 104 851,31	10 365 928,66	1 501 586,56	4 603 294,73	3 595 692,82	11 117 837,46
S900BAUEQF EQUIPEMENT BAULIER	300 000,01	429 545,09	295 734,32	0,00	0,00	0,00	0,00	547 380,22	288 944,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 642,95	0,00	0,00	4 265,69	7 389,62
S900BALIF BAULIER	4 800 000,00	4 616 345,81	4 539 949,04	14,00	0,00	14,00	-16 484,79	16 499,79	7 071 919,55	4 508 286,18	14,00	0,00	0,00	0,00	14 533,66	-14 519,69	76 535,75	644,99	644,99
S900CSIMAF CSI FORGES	21 972 199,82	14 839 169,75	15 901 756,52	2 206 743,30	54 000,00	2 260 743,30	0,00	225 417,34	2 035 326,98	24 010 420,47	16 752 046,77	1 356 462,90	54 000,00	1 410 452,90	2 557 690,66	1 702 817,56	-292 364,66	5 845 025,96	-2 327 690,47
S900CTREFF CAMPUS TREFILERIE	33 956 999,78	7 904 912,12	4 188 871,06	2 767 999,72	10 000 000,00	12 767 999,72	0,00	12 310 899,46	457 307,26	2 454 729,07	1 281 972,07	492 579,06	6 324 114,00	6 816 699,06	7 426 860,29	4 394 530,87	2 432 162,19	17 460 439,26	10 833 057,59
Total PPIPI FLECHES	77 769 349,94	32 771 501,70	26 702 162,54	6 341 337,75	21 029 545,00	27 370 882,75	0,00	24 074 217,92	3 296 664,63	36 765 167,31	23 541 713,19	3 016 591,27	11 315 430,00	14 332 011,27	20 344 020,56	7 603 448,69	6 728 662,58	26 981 949,48	19 631 238,59
PUBLICS AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	12 850 700,88	11 013 290,46	7 748 690,35	1 741 719,32	1 619 930,01	3 361 648,33	0,00	2 448 850,56	913 297,75	12 081 562,48	7 262 647,40	2 056 626,20	1 619 930,01	3 676 556,21	163 390,67	2 558 443,42	1 118 112,79	2 453 658,55	385 950,11
PRIVES PARTENAIRES PRIVES PUBLICS	7 041 835,52	4 326 659,63	3 081 378,89	1 444 365,97	984 006,52	2 428 372,49	0,00	1 772 415,47	655 957,02	4 721 959,88	2 691 795,97	1 908 635,46	999 406,56	2 906 041,98	622 331,68	1 473 461,21	1 432 550,77	2 197 843,16	489 504,16
ANR Agence Nationale pour la Recherche	13 674 474,52	4 714 319,97	3 109 549,16	553 790,49	1 491 213,00	2 355 007,59	0,00	1 198 868,41	1 159 139,96	4 915 537,05	2 965 771,76	981 386,92	1 481 213,90	2 472 610,82	17 313,73	1 235 359,05	1 237 251,77	9 366 057,35	107 286,76
COLLECTIVI AUTRES COLLECTIVITES LOCALES	747 395,99	603 012,67	471 999,87	238 344,38	17 917,93	229 892,26	0,00	179 414,54	46 647,72	621 365,20	454 690,68	210 677,36	17 617,83	228 295,29	156,68	163 493,70	84 881,59	95 980,57	32 901,05
MIXTES MULTIFINANCEURS	591 093,97	919 815,60	631 671,74	129 696,57	17 700,00	147 396,57	0,00	91 284,83	56 111,74	925 182,72	626 732,85	129 696,57	17 700,00	147 396,57	0,00	87 081,32	60 315,25	168 107,30	9 142,99
REGION REGION	4 513 697,93	3 736 968,81	1 664 977,82	1 326 433,69	650 535,25	1 876 968,88	0,00	1 394 177,31	482 791,57	3 569 763,06	1 608 697,72	1 132 881,89	550 535,25	95 515,41	1 262 828,14	420 569,09	1 434 542,80	209 729,27	209 729,27
MINISTERES MINISTERES	1 737 093,31	845 765,81	526 715,97	347 469,12	185 017,93	512 487,05	0,00	301 681,18	210 625,67	874 391,83	492 839,93	361 746,05	185 017,93	518 793,99	291,58	313 796,62	202 967,38	908 718,16	21 746,80
EUROPE FONDS EUROPEENS	1 186 313,23	709 163,06	486 936,57	378 289,97	87 878,06	466 168,03	0,00	370 429,65	95 738,07	773 783,11	455 488,78	389 737,79	87 878,06	477 615,82	24 977,06	349 606,87	128 008,65	350 951,70	32 270,76
Total Contrats de recherche	42 444 350,64	26 868 175,91	17 721 903,37	6 440 111,40	4 933 899,63	11 374 011,00	0,00	7 756 602,28	3 617 403,72	28 482 845,33	16 746 660,00	7 159 379,30	4 949 299,50	12 108 677,90	823 977,01	7 444 040,43	4 664 637,47	16 966 839,99	1 287 611,14
FO Formation Continue	678 904,05	868 265,49	505 997,48	105 587,78	-20 029,49	85 538,29	0,00	52 768,05	32 770,24	672 681,26	492 278,28	119 283,78	-20 029,49	99 254,29	1 959,54	58 908,61	40 346,79	120 138,52	7 578,74
Total Contrats de formation continue	678 904,05	868 265,49	505 997,48	105 587,78	-20 029,49	85 538,29	0,00	52 768,05	32 770,24	672 681,26	492 278,28	119 283,78	-20 029,49	99 254,29	1 959,54	58 908,61	40 346,79	120 138,52	7 578,74
FORMATION Formations	13 622 556,11	7 859 548,52	6 954 818,32	828 123,27	2 422 045,19	3 250 168,46	0,00	2 359 045,20	891 125,26	7 993 369,18	6 186 345,42	978 504,47	2 422 045,19	3 398 549,66	92 243,62	2 288 615,25	1 109 934,41	4 908 694,59	238 900,65
MOBILITE Aide à la mobilité internationale	3 154 220,20	1 282 213,83	946 441,32	349 352,75	392 836,00	742 188,75	0,00	484 138,85	248 049,87	1 284 181,83	946 806,00	360 984,25	392 836,00	743 800,25	0,00	492 426,90	261 373,35	1 711 640,00	3 347,30
Total Contrats d'enseignement	16 776 776,31	9 140 762,35	7 903 259,64	1 177 476,02	2 814 881,19	3 992 357,21	0,00	2 853 184,05	1 139 175,13	9 277 551,01	7 133 151,42	1 327 466,72	2 814 681,19	4 142 349,91	82 243,62	2 791 042,15	1 361 307,76	6 620 334,59	242 248,15
G900CAGCES CONTROLE D'ACCES	805 070,98	545 402,38	577 876,13	0,00	27 968,00	27 968,00	0,00	9 373,91	15 594,09	877 123,59	571 302,13	0,00	27 968,00	27 968,00	0,00	15 919,81	12 048,69	17 818,94	30,00
S764VITALE CPER VITALES	901 473,28	1 390 489,62	901 473,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 053,14	863 529,64	0,00	0,00	3 457,80	11 018,88	-11 018,88	0,00	8 924,78	0,00
S762TEMELS LabHO-CP / SEM	2 031 950,00	2 040 900,00	2 031 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 290 399,84	2 031 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
S900PYREF PLAN RELANCEZ CAMPUS TREFILERIE	2 890 524,00	0,00	0,00	226 273,39	2 454 250,61	2 680 524,00	0,00	2 234 201,57	446 322,43	0,00	0,00	0,00	536 105,00	536 105,00	1 642 270,94	314 859,15	221 245,85	446 322,43	1 819 342,42
S900PRFUTS PLAN DE RELANCE IUT	833 400,00	0,00	0,00	226 273,34	407 126,66	633 400,00	0,00	513 269,52	120 190,48	0,00	0,00	0,00	90 572,00	90 572,00	234 013,54	19 204,34	76 417,66	120 190,48	494 025,18
S900PRNANO PLAN RELANCEZ NANOSANTE	745 000,00	0,00	0,00	226 273,33	518 726,67	745 000,00	0,00	679 615,20	66 384,80	0,00	0,00	0,00	90 570,00	90 570,00	650 746,48	27 866,72	62 701,28	66 384,80	650 746,48
S900PRMFRAC PLAN RELANCEZ GER CVC	146 180,00	0,00	0,00	146 180,00	0,00	146 180,00	0,00	145 704,41	475,59	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	27 094,93	9 509,19	40 490,51	475,59	136 155,22
S900CPMFR20 PMF AMENAGEMENT	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00
S900PRROAN PLAN RELANCEZ ROANNE	1 529 166,00	0,00	0,00	400 000,00	1 129 166,00	1 529 166,00	0,00	1 371 651,69	157 514,31	0,00	0,00	0,00	119 458,00	119 458,00	103 687,13	42 086,32	77 372,68	157 514,31	1 329 556,27
Total Programmes pluriannuels d'inv	9 672 764,26	3 976 786,60	3 611 301,41	1 228 000,00	4 837 239,00	6 062 238,00	0,00	4 952 766,20	1 109 481,80	5 630 616,67	3 486 781,77	0,00	824 101,30	919 723,00	2 661 167,12	440 465,51	479 257,49	1 108 706,65	4 536 810,33
Total contrats de l'éducation	147 231 145,20	73 625 482,05	55 744 650,44	15 269 492,95	33 595 534,30	46 069 027,25	0,00	39 689 626,53	9 195 500,72	81 048 865,58	61 400 784,74	11 622 712,07	19 683 682,30	31 602 016,37	24 023 362,05	18 327 905,29	13 274 111,00	51 796 968,23	25 705 486,94